

## SHORT NEWS

**Vor dreißig Jahren: Kühlturmbesetzung in Cattenom**

(rg) Am Morgen des 10. Oktober 1986 besuchte unter Leitung des Studienrats „Robert Wald“ eine 24-köpfige „Projektgruppe arbeitsloser Jugendlicher und ihrer Lehrer“ die Baustelle des Kraftwerks Cattenom. Während die Gruppe kurz nach dem Empfang durch die Betreiber an einem der Reaktorgebäude und an zwei Kühltürmen Transparente befestigte, überwand unbemerkt neun andere Aktivisten den Sicherheitszaun und begaben sich im dichten Nebel in Richtung Kühlturm des Blocks 2. Rund 200 Demonstranten, die sich nach einer Telefonkette - Handys gab es damals noch nicht - spontan am AKW eingefunden hatten, wurden währenddessen von Polizei und Militär zurückgedrängt und auf dem Marktplatz des Örtchens Cattenom mit Maschinenpistolen in Schach gehalten. Als der Nebel sich lichtete, wurde das Fiasko des AKW-Betreibers offenbar: Die Aktivisten hatten sämtliche „Sicherheitsschleusen“ überwunden und ihre Transparente mit den Aufschriften „Strom ja - so nicht!“ und „Non au nucléaire“ weithin sichtbar angebracht. Mehrfach wurden die Kühlturmbesetzer von Hubschraubern, deren Besatzungen mit Gasmasken geschützt waren, mit Reizgas attackiert. Erst um 19.30 Uhr, als die Polizei mit einer gewaltsamen Beendigung der Besetzung drohte, entschieden sich die Umweltaktivisten zum Abstieg.

**Forum 366: Barrierefreier Lesespaß**

(da) - Nicht nur das Cover der aktuellen Forum-Ausgabe - „Behinderung für alle“, steht dort zu lesen - hat es in sich: Auch das dazugehörige Dossier zu Behinderung und Inklusion wartet mit einigen überaus interessanten Beiträgen auf. Gleich zwei Artikel beschäftigen sich mit dem Konzept des „Design for all“. Der Uni-Campus Belval wird im Bezug auf Barrierefreiheit unter die Lupe genommen - heraus kommt eine anschauliche Liste aller noch zu beseitigenden Barrieren, Beweisfotos inklusive. Gleich zwei Interviews beinhaltet das Dossier: Der Direktor von „Coopérations“ in Wiltz erklärt, warum das Zusammenleben in einem „Haus für alle“ nicht immer einfach ist; Familienministerin Corinne Cahen sowie die Verantwortliche für die Abteilung „Personnes handicapées“ im Familienministerium legen in einem absolut lesenswerten Interview die luxemburgische Politik im Bereich Inklusion dar. Eine Abhandlung zu leichter Sprache im Dossier ergänzt das Ganze. Alle Artikel zum Thema Behinderung sind übrigens in leichter Sprache zusammenfasst - gelebte Barrierefreiheit. Für ausreichend Lesespaß sorgen neben den üblichen Gimmicks (Strandgut) auch ein Leitartikel über die Kirchenfabriken sowie ein Beitrag, der der Frage nach der politischen Orientierung der ADR nachgeht.

**Un ami des réfugiés à la tête de l'ONU ?**

(da) - Il a mis tout le monde d'accord. António Guterres, ancien Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, deviendra très probablement le neuvième secrétaire général de l'ONU. S'il doit encore obtenir l'approbation de l'Assemblée générale, il semblerait que les 15 États membres du Conseil de sécurité se soient d'ores et déjà mis d'accord sur sa nomination. Guterres, ancien premier ministre socialiste du Portugal, deviendrait ainsi le premier secrétaire général européen des Nations Unies depuis 35 ans. Dans son rôle de chef du Haut Commissariat pour les réfugiés (2005-2015), il s'était fait remarquer en tant que grand défenseur des droits humains, notamment dans le cadre de la « crise des réfugiés » de 2015. Lors de visites au Luxembourg en 2009 et en 2011, il avait qualifié le droit d'asile luxembourgeois de « solide », mais avait aussi émis des critiques concernant l'évaluation de cas individuels « difficiles ». En tout cas, les associations de défense des droits humains se réjouissent de la nomination probable de Guterres à la tête de l'ONU.

## AKTUELL

LSAP ET CETA

**Pas la lutte finale !**

Luc Caregari

**Le congrès extraordinaire des socialistes cette semaine a montré un parti divisé entre idéalistes et pragmatiques - et cela pas uniquement sur le thème du CETA.**

Alors que les manifestants de Greenpeace avaient enroulé leurs transparents - sur lesquels ils suggéraient que même Robert Krieps aurait claqué la porte aux accords de libre-échange - et disparaissaient dans la nuit tombante derrière le stand de « Thüringer », c'est au secrétaire général Yves Cruchten qu'a incombé la lourde tâche de commencer un congrès extraordinaire qui promettait la zizanie. « Vous n'aurez pas droit ce soir à un 'show down' », a-t-il plastronné. « Nous ne nous laisserons pas imposer une discorde venue de l'extérieur - c'est une dispute qui n'existe pas dans ce parti. » La suite de la soirée ne lui a pas donné raison, même si les craquelures dans le LSAP ne sont pas apparues de façon spectaculaire.

**Émotions contre arguments**

Mais d'abord, il a fallu endurer un discours enflammé et émotionnel du doyen du parti - et du socialiste le plus coté du pays - le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn. Lui aussi, comme plus tard le fera encore le président Claude Hagen, n'a pas hésité à verser de l'huile sur le feu, en prétendant que « certains » du parti n'hésiteraient pas à séparer les socialistes en deux catégories : « les amis des syndicats et les amis de la haute finance ». Pour le reste, il s'est laissé aller à une défense du CETA en règle et entendue des centaines de fois déjà : « Le Canada n'est pas l'Amérique » - « Nous avons besoin du libre-échange, même si je comprends les angoisses qu'on peut avoir face à la mondialisation » - « C'est la faute à l'Organisation mondiale du commerce qui bloque tout » et puis : « Nos valeurs, nos normes et notre modèle sociétal ne sont pas mis en cause. » Pour mettre les points sur les i, il a menacé de démissionner au cas où le congrès voterait contre la résolution pro-CETA préparée par le comité directeur. C'est ce qu'on appelle argumenter avec raison.

Puis c'était au tour des différents intervenants (majoritairement des syndicalistes et des membres des Jeunesses socialistes) - qui avaient préparé deux contre-résolutions qui ont été refusées - de présenter leurs ar-

guments. Contrairement à Asselborn, ces derniers n'avaient que cinq minutes. Ils ont rappelé que c'étaient bien les lobbyistes des multinationales qui étaient à l'origine du CETA, que les fameux « protocoles additionnels » utilisés par les pro-CETA pour calmer le jeu étaient négociés dans le secret le plus absolu et surtout que l'ICS, la juridiction devant remplacer le système ISDS qui aurait réglé les différends entre investisseurs et États, n'était pas au point. Pour les critiques de la gauche du parti, ICS et ISDS se valent : c'est une question de principe de ne pas accepter une juridiction parallèle, seulement accessible aux investisseurs et non pas aux citoyens, voire aux administrations.

Qu'une partie de la base souhaite renouer avec les principes du parti socialiste était un fil rouge dans les interventions. Cette pensée s'est cristallisée dans le discours du conseiller communal eschois Mike Hansen, qui a rappelé qu'un Jeremy Corbyn en Angleterre, un Bernie Sanders aux States ou encore la SPÖ autrichienne (qui s'est exprimée contre le CETA) ont démontré qu'on peut faire de la politique socialiste et de gauche et être populaire en même temps. Et de casser au passage l'argument de la partie adverse que les anti-CETA ne seraient que des « dogmatiques » : « Nous ne sommes pas contre le libre-échange, nous voulons uniquement qu'il soit juste et équitable pour tout le monde », a-t-il martelé.

Il était intéressant de voir que, tandis que les critiques essayaient d'étayer leur discours avec des arguments, les pro-CETA misaient sur l'émotion. Comme les ministres Étienne Schneider ou encore l'ancien de l'aile gauche Dan Kersch (en pull flambant rouge d'ailleurs). Une absence était pourtant notable du côté du comité directeur du parti : le ministre Nicolas Schmit.

Quoi qu'il en soit, le chantage d'Asselborn a fonctionné et la résolution pro-CETA a été acceptée largement, avec un petit changement cosmétique dans la dernière phrase. Ce qu'on a vu mardi dernier, c'est un parti qui s'est réuni et quitté avec les mêmes divisions internes. Un parti qui probablement ne donnera une chance à son aile gauche que quand il retrouvera les bancs de l'opposition. Un bien triste parti. Ce jeudi, les Jeunesses socialistes ont d'ailleurs appelé à participer à la manif de ce samedi - un signe que la rupture est définitivement consommée.